



SOLIDARITÉ ET ACTION !

CONTRE L'INACTION FACE À LA BARBARIE, SOUTIEN TOTAL À LA MOBILISATION !

L'**UNSa Justice** et l'ensemble de ses composantes apportent leur soutien indéfectible à l'appel à la mobilisation lancé par l'**UFAP UNSa Justice** pour ce lundi 19 janvier. Face à l'escalade de la violence, l'heure n'est plus aux demi-mesures.

L'HORREUR AU QUOTIDIEN

Les récentes tentatives de meurtre au CP d'Aix-Lyons le 9 janvier et au CD de Salon-de-Provence contre un élève surveillant démontrent la déliquescence totale de nos prisons. Nos collègues font face à des individus déterminés et armés de lames.

UNE RÉPONSE MINISTÉRIELLE DÉCONNECTÉE

L'annonce de la généralisation des "bombes incapacitantes" par le Ministre est une réponse dérisoire face à la violence extrême.

- On ne combat pas la barbarie avec une simple gazeuse à la ceinture.
- Cet outil ne protégera jamais un agent seul face à une lame, ou tout autre arme.
- Les mots et les promesses sur les réseaux sociaux ne remplacent pas les actes.

NOS REVENDICATIONS SONT CLAIRES ET URGENTES

L'**UNSa Justice** et l'**UFAP UNSa Justice** exigent des mesures structurelles immédiates :

- **La création d'Établissements Spécialisés et Adaptés (ESA)** : pour sortir des détentions classiques les profils les plus violents et ceux souffrant de troubles psychiatriques lourds.
- **La fin de l'isolement du surveillant en détention** : par la création d'équipes mobiles travaillant collectivement sur un même secteur.
- **Le comblement immédiat des 4 000 vacances de postes** : qui mettent en péril la sécurité de tous.

LUNDI 19 JANVIER : TOUS ENSEMBLE, SOYONS MOBILISÉS !

L'**UNSa Justice** soutient **toutes les modalités d'action** décidées localement par les agents :

- Débrayages et blocages.
- Actions collectives et mobilisations sur le terrain.

La protection des personnels est un devoir de l'État ! Puisque le Ministre ne nous entend pas, faisons-nous entendre par la force de notre unité !

L'**UNSa** Justice
l'**action** utile !

Paris, le 19 janvier 2026

Le Secrétaire général,
Jean-François FORGET